

Ils parlent - Témoignages pour l'histoire

Nicolas Germain

France 24, 5 avril 2019

Vingt-cinq ans après le génocide au Rwanda, la question du rôle joué par la France dans cette tragédie se pose encore. Pour tenter d'y répondre, le journaliste Laurent Larcher a mené des entretiens publiés dans un livre : « Rwanda, ils parlent ».

C'est un livre qui aide à comprendre les incertitudes qui subsistent autour du génocide des Tutsis. Non parce qu'il regorge de documents exclusifs, mais parce qu'il juxtapose des dizaines d'interviews, retranscrites in extenso, des protagonistes français présents au Rwanda en cette année 1994 où eut lieu le génocide des Tutsis. Il y a ceux qui accusent Paris d'avoir laissé faire, ceux qui défendent les responsables français d'alors. Le livre est brut : l'auteur y laisse telles quelles les déclarations de chacun et conclut, pour sa part, à un "aveuglement" de la France.

D'abord, il y a des lanceurs d'alerte qui ne sont pas écoutés, comme le général Jean Varret, qui travaille pour le ministère français de la Coopération et se rend régulièrement au Rwanda. Dès 1990, il "alerte Paris qu'un génocide est en train de se préparer". En 1993, il est brutalement remplacé.

Aux origines de "l'aveuglement" de la France envers ce petit pays, ancienne colonie belge sans ressources naturelles

alléchantes, il y a, pour Laurent Larcher, la volonté de soutenir un régime francophone dans cette région de l'Afrique. Celui du président hutu Juvénal Habyarimana, alors menacé par les rebelles tutsis du FPR de Paul Kagame, exilés en Ouganda. Eux sont anglophones et soutenus par les États-Unis.

De fait, de 1990 à 1993, la France est très présente au Rwanda, où l'armée française encadre et forme des militaires rwandais.

“Vive la France! Vive Mitterrand!”

Selon Laurent Larcher, cette collaboration incite en 1994 les milices hutues, qui sont en train de massacrer les Tutsis, à considérer les militaires français comme des alliés, ainsi que le rapporteront ceux qui reviendront, juste après le déclenchement du génocide en avril, pour rapatrier les ressortissants français au Rwanda (opération Amaryllis).

D'après le journaliste Nicolas Poincaré, alors l'envoyé spécial de Radio France, certains soldats français "commençaient à avoir la haine contre les mecs qui leur disaient bonjour la machette à la main, quoi, parce qu'ils disaient 'Vive la France! Vive la France! Vive Mitterrand! Vive la

France'. C'était hyper dur." Nicolas Poincaré dit avoir vu sur place des responsables militaires français clairement pro-Hutus, d'autres qui n'ont pas hésité à sauver des Tutsis.

L'un des chefs militaires français interrogés par Laurent Larcher lui a fourni une vidéo des missions menées par l'opération française Turquoise en juin 1994, une mission dite "humanitaire" selon les termes officiels. Pour Laurent Larcher, "ces images ne disent pas que la France a combattu le FPR et qu'elle a appuyé tactiquement les FAR (l'armée rwandaise); mais elles montrent que le déploiement de Turquoise s'est déroulé dans un camp, un seul camp, celui des FAR. Et que, de fait, ce déploiement a plus profité aux FAR qu'au FPR."

Pour Jean-Hervé Bradol, qui travaillait à Médecins sans frontières au Rwanda à l'époque, l'opération Turquoise a certes permis de sauver quelques milliers de Tutsis. Mais, selon lui, du fait qu'elle était définie comme une opération neutre, "on a laissé les génocidaires administrer les choses, continuer à massacrer dans un coin, recevoir des armes, on n'a pas arrêté les gens qui passaient, dont certains étaient des auteurs de génocide."

La responsabilité de l'Église catholique

En juin 1994, Jean-Hervé Bradol sera reçu par François Mitterrand. Le président français lui dit alors "on change de politique", et qualifie désormais le gouvernement au pouvoir au Rwanda de "bande d'assassins". Selon le travailleur humanitaire, ce n'est pas Paul Kagamé, à la tête du FPR, qui a mis fin au génocide, "le génocide est terminé depuis longtemps quand le

FPR arrive au pouvoir" le 19 juillet 1994.

Pour comprendre la politique française de l'époque, il ne faut pas oublier que le génocide se passe pendant la cohabitation Mitterrand-Balladur, ce qui peut expliquer des décisions parfois incohérentes.

Laurent Larcher raconte que certains militaires français haut placés auraient voulu une guerre ouverte contre le FPR. Au même moment, le Premier ministre Édouard Balladur envoie, sans avertir l'Élysée, une mission pour nouer contact avec Paul Kagame. Le chercheur Gérard Prunier et le conseiller diplomatique Jean-Christophe Rufin rencontrent le chef des rebelles en juillet 1994 pour lui dire que l'objectif de Paris n'est pas de lui faire la guerre.

L'Église catholique a aussi eu un rôle à jouer dans la politique française. Laurent Larcher est journaliste à La Croix, il est catholique, mais il n'élude pas cette responsabilité. Après plusieurs interviews de religieux, il ne peut qu'admettre la triste réalité : l'Église catholique sur place, notamment l'influent monseigneur Perraudin, un Suisse, a poussé Paris à "soutenir le président Habyarimana et à combattre militairement le FPR". Sans doute parce que cela faisait des années qu'elle travaillait en très bonne entente avec le régime.

"De quel génocide parlez-vous, monsieur?"

Après le génocide, les ambivalences françaises demeurent. Quatre mois après la fin des massacres, lors du sommet France-Afrique de Biarritz, en réponse à une question sur le génocide, le président François Mitterrand dé-

clare : “De quel génocide parlez-vous, monsieur ? De celui des Hutus contre les Tutsis ou de celui des Tutsis contre les Hutus ?”

À la fin de son ouvrage, Laurent Larcher interroge Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée à l'époque, et ardent défenseur du bien-fondé du rôle joué par la France au Rwanda. Il concède qu'une autre option aurait été de ne pas soutenir le gouvernement de Juvénal Habyarimana dans les années précédant le génocide. Dans ce cas-là, dit-il, Juvénal Habyarimana “est balayé, sans nous, quoi. Il est balayé. Et à ce moment-là y a une guerre civile entre eux. Et les Hutus se laissent pas virer comme ça, donc y a une espèce de guerre civile, éventuellement horrible, mais qui ne nous concerne pas. Avec le

recul, c'est peut-être mieux.”

Le journaliste Vincent Hugué était aussi au Rwanda pendant le génocide. Selon lui, les facteurs culturels ont été déterminants. “Pour Mitterrand, Habyarimana, un type qui cite de mémoire les poètes parnassiens, ne pouvait pas être foncièrement mauvais.”

Vincent Hugué résume bien le sentiment que l'on éprouve en refermant cet épais livre : “Non, la France n'a pas conçu et orchestré le génocide. Oui, il y a une responsabilité historique qui est celle de la cécité volontaire. On avait tous les éléments d'information pour sentir monter les périls, les listes, les entraînements... mais on n'a pas voulu y croire, on n'a pas voulu voir, parce que cela ne collait pas avec notre lecture géopolitique de l'époque.”